

apl

**INFORMATIONS
REGIONALES**

HEBDO

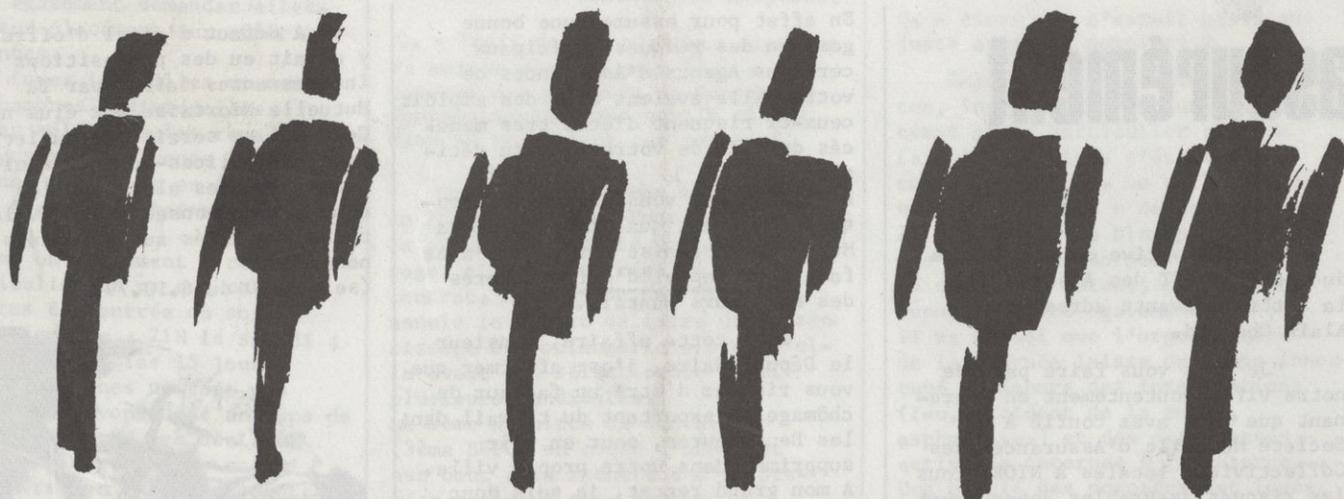
n° 90 DU 10 AU 17 OCT.

dir. B.Lambert

4 F

6 pompiers inculpés

pourquoi ?





ENSEIGNANTS

le recteur aboie ... la caravane passe

Encore plus de 200 Maîtres Auxiliaires, ces enseignants non-titulaires de l'Education Nationale, non ré-employés. Le ministre avait promis... le recteur SAUDRAY gère au quotidien. Cela veut dire qu'il planifie le chômage peu ou mal indemnisé. Cela veut dire que, malgré les assurances données à certains pontes syndicaux, il maintient les sanctions contre les profs de philo grévistes au mois de juin dernier.

Le SNES, syndicat majoritaire chez les enseignants, a certes réagi. En son temps, et pas très vigoureusement. Plus soucieux sans doute de défense corporative des enseignants titulaires que d'imposer l'embauche de la titularisation de cette masse instable (et pour cause!) que constituent les auxiliaires. Ceux-ci, réunis en collectif depuis le 26 septembre, tentent de ramer à contre-courant. D'aller voir les enseignants sur leur lieu de travail, de montrer qu'une unité syndicale est possible, à la base.

Leur caravane d'information se déplace de Collèges d'Enseignement Secondaire en Lycées d'Enseignement Professionnel. Perdu d'avance?

Jeudi 10 h. C.E.S. Petite Lande à Rezé. Les professeurs titulaires (les "planqués" comme dira cette auxiliaire avec un brin d'ironie) et les auxiliaires chanceusement renommés accueillent la caravane. Un large calicot est déployé face aux potaches en récréation.

Une représentante du collectif dresse le tableau de la rentrée dans l'Académie de Nantes: la mise au chômage de 250 M.A. Pendant ce temps, l'Education Nationale recrute du personnel n'ayant jamais enseigné. Des vacataires, une sous-catégorie encore plus corvéable et licenciable à merci puisque n'ayant même pas les bribes de statut obtenues par les auxiliaires plus anciens dans la maison.

Les conditions inacceptables de propositions d'emploi faites à certains Maîtres Auxiliaires, les ayant obligé ou les obligeant encore à démissionner. C'est par exemple une mère, chef de famille, avec enfant en bas âge nommée à 100 km de son domicile. Refuser? Les Maîtres Auxiliaires reçoivent depuis la semaine dernière une lettre-circulaire du rectorat.

Le recteur y écrit: "Je vous rappelle que les délégations des personnels auxiliaires sont annuelles et qu'elles peuvent porter sur tous postes ou emplois disponibles dans l'académie. Une autre attitude conduirait en effet à la paralysie du service éducatif.

"Dès lors, je ne puis que considérer que les vœux que vous avez émis démontrent que vous n'entendez pas maintenir votre demande de délégation.

"J'ai donc le regret de vous informer que vous êtes radié(e) de la liste des maîtres auxiliaires de

l'académie. En outre, vous ne percevrez pas l'allocation pour perte d'emploi puisqu'aussi bien vous n'avez pas fait l'objet d'un non-renouvellement d'engagement assimilable à un licenciement".

Ce sont aussi des M.A. de St. Nazaire ou de Nantes nommés à Saumur, La Flèche, Le Mans, alors que d'autres, domiciliés dans la Sarthe sont affectés dans la région nantaise.

Conditions d'autant plus inadmissibles lorsqu'il s'agit d'emplois à mi-temps avec un salaire qui couvre à peine les frais engagés: garde d'enfants, déménagements, frais d'essence, double-loyer... Doit-on penser que le recteur Saudray a partie liée avec les magnats du pétrole ou les agences de location?

Or, affirme le collectif des auxiliaires, les besoins existent. Cela devient un lieu-commun de dénoncer les classes surchargées, ou non dédoublées (malgré les belles directives ministérielles: double-langage?). Et les heures supplémentaires assurées par les professeurs en place...

La caravane des auxiliaires poursuivait son périple samedi matin par les CES de la Chapelle-sur-Erdre. Elle sera ce lundi matin au CES Saint Joachim, et mardi midi au lycée des Bourdonnières. Pour tout contact, et pour le soutien financier au collectif, tel. 76.64.29

R.B. ou 50.19.18

assurément

Il nous arrive du secrétaire du syndicat CGT des Assurances, la lettre suivante adressée à Alain Chenard.

"Je dois vous faire part de notre vif mécontentement en apprenant que vous avez confié à la Société Mutuelle d'Assurances des Collectivités locales à NIORT tous les risques assurables appartenant à la Ville de NANTES, au détriment des Assureurs Nantais et de LEURS EMPLOYÉS.

En effet pour assumer une bonne gestion des risques municipaux certains Agents d'Assurances de votre ville avaient créé des emplois ceux-ci risquent d'être très menacés du fait de votre récente décision. D'autre part, vous ne pouvez invoquer l'élément qualité-prix de la Mutuelle niortaise car vous n'avez fait aucun appel d'offres auprès des Assureurs Nantais.

Dans cette affaire, Monsieur le Député-Maire, j'ose affirmer que vous risquez d'être un facteur de chômage en exportant du travail dans les Deux-Sèvres, pour en voir supprimer dans votre propre ville. A mon grand regret, je suis donc contraint d'informer tout le personnel nantais des Assurances, syndiqué ou non, de votre façon d'agir".

A défaut d'appel d'offre, il y aurait eu des propositions plus intéressantes faites par la Mutuelle Niortaise aux élus nantais. Celle-ci se serait vu confier seulement les polices-auto et quelques autres polices alors que les contrats responsabilité civile restent confiés aux assureurs nantais. (selon P.O du 6.10.79).



VIOLS A LA CASERNE



Au mois d'août dernier, des mineures en fugue d'un établissement spécialisé de Nantes, avaient pris l'habitude de se rendre régulièrement à la caserne des pompiers tout à fait librement. C'est l'habitude à la caserne de recevoir qui on veut, quand on veut, dans les heures "disponibles" sur le temps de travail.

C'est dans ce cadre là que par 2 fois des viols collectifs ont eu lieu.

"Les gâties de la caserne !" comme a osé titrer Presse Océan, jusqu'à ce qu'une plainte de 2 mineures viennent assombrir la caserne : 6 pompiers inculpés par la Justice et suspendus de leur fonction par Mr. Chenard.

Cette affaire suscite nombre de remous oscillant entre l'horreur du viol organisé par les pompiers sur leur temps de travail, jusqu'à la révolte contre des filles "qui ne cherchent que cela" et qui s'attaquent aux grands héros du feu !

Nous avons donc cherché à éclaircir cette affaire avec le foyer en cause d'une part et les pompiers d'autre part.

Q. - Qui sont les mineures que vous recevez dans votre foyer et dans quelles conditions ?

Nous recevons des filles de 16 à 19 ans qui nous sont confiées soit par la DASS (orpheline) soit par les Juges des enfants (divorces ou difficultés financières des parents, délits des mineures). Les jeunes peuvent également demander elles-mêmes leur placement aux autorités compétentes.

Dans ce foyer les filles vivent à 16 en chambres individuelles.

Il y a un self pour les repas. Les éducateurs sont présents 24H/24.

Les jeunes sont soit en formation, soit au travail et maintenant trop souvent au chômage.

Elles ont un règlement à respecter en particulier en ce qui concerne les heures de rentrée du soir :

19H30 en semaine ; 21H le samedi ;

2H du matin tous les 15 jours.

Lorsque les jeunes ne sont pas

retrés nous devons dans un laps de

temps assez court, les déclarer

à la brigade des mineurs ce qui

nous "couvre" en cas d'incidents

ou d'accidents sans nous enlever

pour autant la charge de la fille.

Q. - Que faites-vous quand des jeunes sont en fugue ?

Nous essayons de savoir où elles sont et de les récupérer dans la mesure du possible. Mais pendant le mois d'août, le foyer était fermé. C'est seulement début septembre que nous avons appris où ces 3 mineures logeaient : en face de la caserne des pompiers.

Q. - Trois de vos mineures viennent de porter plainte pour viol, à la caserne des pompiers de Nantes. Peut-on savoir dans quelle situation se trouvaient ces jeunes ?

Ces trois mineures sont parties en fugue fin juin. Pour ce faire, la première a quitté son apprentissage, elle a donc résilié son contrat. La 2ème, de par sa fugue, annule le projet de faire un apprentissage en boulangerie alors qu'elle avait été sélectionnée parmi plusieurs candidates.

La 3ème a quitté sa scolarité (3ème BEPC) en cours d'année et est donc à la recherche d'un premier emploi : sans formation professionnelle ni diplôme. Elles sont donc sans activité

professionnelle et décident de partir en fugue à l'approche des vacances d'été.

Elles vont se retrouver toutes les trois dans la chambre d'une camarade majeure, dépendant d'un autre établissement, dans le cadre d'une protection judiciaire pour jeune majeure. Cette chambre se situe face à la caserne des pompiers.

Q. - Alors que s'est-il passé au juste avec les pompiers ?

Employés par la mairie de Nantes, les pompiers ont un emploi du temps assez particulier : de ce fait les services s'étalent sur toute la journée. Le rythme de travail y est de 24 h de service par 24 h de repos ou bien pour certaines catégories de personnel, 48 h de service à suivre, par 48 h de repos à suivre également. Il va de soi que l'organisation de la journée laisse du temps inoccupé en dehors des interventions (feu, accident de la route, asphyxie...) et des différentes activités internes à la caserne... Une partie des pompiers est logée sur place (casernés), les autres à l'extérieur. Pendant leur temps de travail les casernés logent dans

des espèces de box soit à 2 ou 3 ou à 10, ce qui leur permet de dormir entre les interventions ou de regarder la T.V. etc... Ils se sont également organisés pour avoir un bar à leur disposition dans les caves de la caserne.

Tout est organisé pour que les pompiers reçoivent qui ils veulent. Ce qui se passe.

A cette occasion tout était en place pour que mineures et pompiers se rencontrent, ce qui se fit très rapidement. Mais assez rapidement, et l'alcool aidant, une certaine hystérie collective s'installe, ce qui provoque des situations incontrôlées.

C'est la cas d'une mineure par exemple qui se trouve coincée dans une douche de la caserne par plusieurs pompiers et qui est obligée de se laisser faire.

C'est le cas d'une seconde embarquée de force dans un appartement de la caserne et qui ne peut rien faire, sauf crier mais que personne n'entendra bien sûr. C'est encore une qui ne peut rien dire quand plusieurs pompiers lui mettent une bouteille de gros plant dans le vagin. Tout ceci se passe dans les locaux de la caserne avec des pompiers en service.

Le jour où elles réintègrent le foyer, deux d'entre elles décident de porter plainte pour viol, ce qu'elles feront accompagnées par nous.

Q. - Ces trois affaires ne vont pas se passer le même jour je crois ?

Non effectivement. Une seule se trouvera d'abord à la caserne, victime d'un viol collectif et elle retournera avec ces 2 camarades plus tard à la caserne après cette affaire là et c'est ce jour là que les 2 autres subissent à nouveau un viol collectif. Cette situation très complexe nous fait poser beaucoup de questions

notamment sur l'importance de la sexualité dans notre société actuelle, surtout, quand elle est vécue en groupe comme dans le cas présent.

Q. - Quelle a été votre réaction à la plainte portée par les mineures ?

Quelque soit le comportement des filles ... provoquant ... couchant avec plusieurs pompiers à la caserne... y retournant etc... nous dénonçons l'exploitation "des filles de foyer". C'est bien facile: elles portent rarement plainte, elles racontent peu ce genre d'affaire et ont eu bien souvent l'habitude de subir beaucoup de violence, y compris dans des centres où il y a également une concentration importantes de jeunes qui se "bizuthent" entre elles. A l'occasion on peut souligner qu'il y a 4 foyers de filles aux alentours de la caserne... Pour nous il est particulièrement inquiétant que des adultes puissent en toute conscience tirer profit de telles jeunes. De tels faits sont injustifiables et doivent être sanctionnés. Toutefois, lorsque nous avons vu des sanctions professionnelles prises aussi rapidement à l'encontre de gars, en tant que syndicalistes ça nous a fait réagir !

du côté de chez les pompiers

A la caserne des pompiers de Nantes la décision du Maire de Nantes, "patron" des pompiers de suspendre 6 pompiers, les 6 inculpés par la justice, sans attendre la fin de l'instruction a créé une vive émotion et une réaction "de corps".



Il semble en effet que des gars aient leur nom cité alors qu'ils n'ont même pas touché la fille. Alors à partir d'une telle injustice c'est la défense des travailleurs qui est mise en avant. En effet, à la caserne on se trouve davantage face aux retombées de l'affaire puisque des notes de services sont parues aussitôt. Illégalement parce que sans consultation du conseil d'administration. Ces notes de services concernent bien sûr la restriction des droits des pompiers à l'intérieur de la caserne. Nouveaux règlements intérieurs etc... L'affaire elle-même étant entre les mains de la justice.

Ce qui fait dire aux pompiers: "cette affaire n'aurait jamais dû arriver au niveau judiciaire. Elle aurait dû rester au niveau de la caserne. Mais surtout si de tels faits ont pu se produire c'est qu'il y a carence au niveau de la hiérarchie qui n'a pas pris des sanctions ou des décisions nécessaires avant." ("si il y a quelqu'un à guérir, faut pas donner le médicament trop tard !").

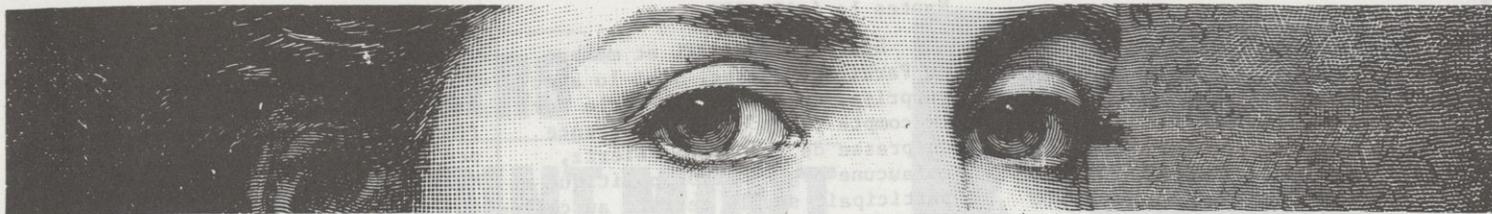
Les pompiers soulignent aussi l'absence d'intervention des éducateurs, comment ces mineures ont pu rester des semaines dehors sans jamais se cacher et sans jamais être récupérées. Malgré tous les règlements intérieurs des centres de jeunes limitèrent ce genre d'abus...

Les pompiers cherchent à expliquer aussi le contexte d'un centre de secours comme le leur où ils sont encasernés avec des moments de travail difficile alternés avec des temps morts.

Des box-appartements avec jusqu'à 10 gars ensemble et des filles qui viennent et qui couchent facilement avec plusieurs pompiers. Ça leur fait une réputation dans la caserne à ces filles et après certains disent pourquoi pas moi.

Ils s'accordent bien sûr à condamner ces viols collectifs mais l'affaire ne leur appartient plus. Si bien que la réaction immédiate des syndicats a été de faire paraître immédiatement un tract sur la défense de leurs libertés. Puisqu'elle est remise en cause pour





l'ensemble des pompiers à la suite de ça.

Chenard, après avoir suspendu les gars sans traitement, a été obligé de faire

marche arrière et de les aligner sur les statuts des communaux, à savoir mise à pied avec 1/2 traitement.

Tant qu'on est pas jugé en France

on est innocent ! C'est quand même un droit élémentaire de la justice française.

"La mairie a placé la barre assez haut dans cette affaire !".

c'est dégueulasse mais ...

Alors tout le monde s'accorde à condamner le viol collectif sur ces mineures, mais des réserves subsistent... pourquoi ?

Tout d'abord, la justice ne retiendra pas le viol, semble-t-il parce qu'une des filles est

retournée de son plein gré après le 1er viol. Le motif à ce jour est donc : voies de fait sur mineures de plus de 15 ans.

Du côté du foyer également où l'attaque professionnelle des pompiers a mis mal à l'aise malgré le soutien inconditionnel aux mineures. Du côté des pompiers où le viol est devenu secondaire puisqu'ils ont été dépossédés de l'affaire.

Et qu'actuellement ils ont à faire face aux tentatives patronales de réduction des libertés et d'atteinte aux conditions de travail de tous.

Il est à souligner que pour une fois les mineures n'ont pas gardé cette affaire là pour elles, qu'elles l'ont racontée et qu'elles sont allées porter plainte, ce qui est très rare.

Apparaît ici clairement le tabou que représente la sexualité au point que des gars pas du tout d'accord avec de telles méthodes, sous prétexte de paraître "vieux jeu" ou "pas évolué"

ou je ne sais quoi, ont préféré fermer les yeux ou en tous cas ne

pas intervenir plutôt que paraître ridicules aux yeux des copains. D'autre part le rôle joué par la plainte semble plutôt négatif : cette plainte interpellant directement la justice, dépossède les pompiers d'une quelconque prise en charge et résolution de l'affaire. Ils ne sont plus, à la limite, concernés, que par les retombées de l'affaire. D'où le terrain strictement syndical sur lequel se trouve déplacée l'affaire. Mise à pied, restrictions dans les libertés

les 6 heures de Nantes

Le collectif nantais pour l'avortement et la contraception libres et remboursés, s'est réuni en Assemblée Générale le mardi 2 octobre pour préparer les "6 heures" du 10 novembre. Les 6 heures devraient permettre de faire le point des actions menées depuis un an par les divers collectifs, organisations juste avant le débat au Parlement.

Pendant ces 6 h. se dérouleront des forums autour de différents thèmes. Puis un meeting réunira tout le monde autour de Simone Iff, présidente du Mouvement Français pour le Planning Familial. Enfin la soirée se terminera avec un spectacle : musique ? théâtre ? ... ?

Diverses commissions se sont mises en place pour la préparation de ces 6 h, mais la participation de tous est souhaitée. Cette invitation s'adresse à tous : partis, syndicats, associations ... et individus concernés par cette lutte.

Une nouvelle assemblée se tiendra le mardi 16 octobre à 20h 30 au centre social de Port Boyer.

On peut contacter le MFPF, 16 rue Paul Bellamy, tel : 71.84.57, ou rejoindre dès à présent les diverses commissions.



■ commission : contraception, ses limites, les réticences.
20H30 le mercredi 10 octobre Centre Social du Sillon de Bretagne.

■ commission propagande : tracts, affiches, contact avec la presse, radio, télé...
20H30 le mercredi 10 octobre chez Zoé 23 rue Jean Danaïs (tel : 46.42.44.) (près de la place Zola).

■ commission : quel type de centre d'IVG nous voulons ?
20H30 le mercredi 10 octobre chez M. H. Prouteau : 30 rue de la Papetière à Doulon.

■ commission : les interruptions volontaires de grossesse à Nantes.
20H30 le mardi 9 octobre à Nantes au Planning Familial.

■ commission : meeting.
Le 10 au Planning Familial à 20H30

■ commission : buffet, spectacle, crèche, contacter le Planning Familial.

le P.S. répond



Nantes le 4.10.1979.

Lectrice de l'APL et membre du Parti Socialiste, j'ai lu avec surprise, en fin de l'article sur le compte rendu de la conférence de presse de Véronique Neiertz, qu'aucune organisation politique ne participait sur le terrain au collectif unitaire pour l'avortement libre et gratuit.

Je tiens à souligner que si le Parti Socialiste ne fait pas partie de ce collectif, c'est que l'entrée lui en a été refusée; il a participé en tant que tel, au début de ses travaux, versé sa participation financière pour la réalisation de tracts mais le PS a été avisé que les partis politiques étaient exclus pour ne pas gêner les organisations de masse (syndicats), mais pourrait tout au plus soutenir les actions.

A l'époque, responsable fédérale au secrétariat à l'action féminine, j'ai trouvé la chose un peu raide.

Mais ce comité fédéral a décidé qu'étant donné l'importance de l'enjeu et bien que nous déplorions la situation qui nous était faite, nous acceptions d'apparaître uniquement comme soutien.

Je pense que nous ne nous sommes jamais départis de cette attitude et que les élus socialistes au sein de la municipalité n'ont cessé d'encourager les initiatives des associations en ce domaine.

Je regrette l'allure quelque peu tendancieuse de cette fin d'article; est-ce là une bonne méthode pour un journal qui se veut objectif, ce dont je doute cependant parfois.

POLAR

en attendant le matin du grand soir

par J.I. DANA

Un roman policier qui se balade entre Nantes et Angers. A lire en attendant le prochain pointage... ou le matin du grand soir.

L'histoire ? Quatre bons amis décidés à se procurer du fric. Rapidement. Il y a Henri. Décidément trop nerveux. Pour se tempérer, il pratique les arts martiaux, boxe française an Co. "Il avait bien suivi quelques études entre deux entraînements, le temps de se dégoûter tout à fait des bavardages. Puis il s'était trouvé un boulot de gratte-papier aux usines DUPIGEON. Trois mois."

Petit Jules ? Un roi, un tsar, un staline de la mécanique. Albert, lui, accumule fiches et plans : pourchassant heure par heure le cours de l'actualité du monde, sur toutes les gammes d'onde, dans tous les journaux, il tisse la toile diabolique d'une conspiration solitaire.

"Pour hâter la décomposition, il avait jeté sur le papier toute sa pensée et les plus éminents calculs de stratégie pour l'avenir. Mais personne n'entendait l'éditer. L'échec de la théorie, le déclin de l'intelligence, était-ce sa faute ?..."

Quant à Doc, c'est le type le plus génial depuis que Déroulède est mort. 110 Kilos de graisse frémissante, consacrant son temps et son pécule à ses plantes psychotropes et aux échecs, "le seul dérivatif qu'il supportât... en attendant le matin du grand soir".

Récupérer quelques briques, mais pas n'importe comment. Ainsi partent aux oubliettes divers plans de kidnapping, deux détournements d'avions cubains remarquablement concertés, un adorable chantage à la profanation du grand séminaire, la vente de l'Arc de Triomphe et de l'Elysée à des ploutocrates texans, deux apparitions de Lénine avec souscription pour l'érection d'un mausolée... Trop miteux !

On suit alors les tribulations de la bande des quatre entre Nantes et Angers pour s'approprier une valochette remplie d'artichauts.

D'assez bon moments. Un reproche : ça distance de trop, ça clin-d'oeil, ça second-dégrade. Et comme on n'y croit pas un seul instant, ça casse le rythme de ce qui aurait pu être un bon suspense. En tous cas, il ne faut pas louper la scène finale : une émeute à l'Institut d'Anti-Psychiatrie Wilhem Reich : elle vaut son pesant de neuroleptiques.

Un "nouveau polar" : le roman policier "les mains dans les poches et les doigts dans le nez", me susurrerait le taulier de la librairie Atalante. C'est paru dans une nouvelle collection : "ENGRENAGE". Histoire de secouer la poussiéreuse et sclérosée Série-Noire, histoire de dépasser le trip nostalgique des rééditions de Chester HIMES, HAMMET ou CHANDLER (le fétichisme rétro pour Humphrey BOGART/Lauren BACALL...), elle se veut un trem-



plin pour un roman policier qui se cherche, en prise directe avec la réalité d'aujourd'hui.

Faux pas : la pub pour cette nouvelle collection "la violence a changé, le roman policier aussi". Le dessin : une rue sombre, éclairage réverbère, mur de briques et poubelles renversées.

Une fille, jupe complaisamment fendue sur de longues cuisses minces, poursuivie, ombre projetée sur le mur de briques, par un loupard, blouson et mains crispées, avides. Duraille la promotion.

Ph.B.

EN ATTENDANT LE MATIN DU GRAND SOIR.

Coll. Engrenages - 10F -

à la librairie 71, chez Euzen, et bien sûr à l'Atalante, spécialisée dans le roman policier.

ANGERS

BUS AU POINT MORT

Clash à la mairie de gauche

On rit facilement des malheurs de la gauche. Les disputes des Partis alimentent l'ironie, le cynisme et la passivité dans des franges de plus en plus larges d'anciens militants désabusés, de gauche ou d'extrême gauche. Et l'on en vient à cette situation lamentable, qui voit le giscardisme à l'offensive sur tous les terrains - jusqu'aux meurtres politiques en toute impunité - tandis que les mouvements contestataires s'effondrent dans une morosité mollassonne : c'est "l'idéologie de crise".

Pourtant, à y regarder de près, une crise locale, municipale, comme celle que connaît actuellement la ville d'Angers avec la grève des autobus (trois semaines de conflit, pas de transports urbains depuis le jour de la rentrée scolaire) dégage nettement les camps et les responsabilités. Comme si, le choc de Mars 78 maintenant bien digéré, une nouvelle configuration des forces et des alliances permettait désormais d'y voir beaucoup plus clair, et d'agir.

la droite la plus pourrie

La faillite de la Société STUDA, société des autobus d'Angers c'est d'abord le bilan consternant de l'ancienne gestion municipale, jusqu'à mars 77, par la droite angevine : le maire centriste TURC avait conclu avec un PDG privé nommé Ruche une convention "d'affermage" pour la gestion des autobus, convention qui donnait à ce Ruche la plus parfaite liberté de se remplir les poches, avec un minimum de contrôle. Signalons au passage que la droite angevine, n'a perdu la Mairie, en 1977, que parce qu'elle était, elle même, minée par des conflits obscurs et violents : deux candidats centristes, Turc et Chupin, en plus de salades habituel

les entre centristes et RPR. La gauche ne put gagner les élections municipales que grâce à ces faiblesses, et aussi parce que la gauche présentait comme candidat au remplacement de Turc un socialiste "modéré", Jean Monnier, ancien permanent de la JOC devenu permanent CFDT et gestionnaire du foyer du jeune travailleur, socialiste rocardien d'esprit "CFDT", qui hésita longuement, dit-on, en 1972, entre deux solutions : refoindre le PS ou rejoindre Lecanuet. Sous l'influence de son ami Gilles Martinet, il rejoignit le PS : ou plutôt, avec une équipe de copains, il l'investit totalement et en devint le "leader" dépar-

rocardiens: le test

Le courant "rocardien" du Parti Socialiste est directement responsable de l'aggravation du marasme des autobus, de l'élection de Mars 77 jusqu'à la grève des bus, puis tout au long de cette grève elle même. Il faut savoir que ce courant, qui jouit, on ne sait pas pourquoi, d'une sorte d'auréole libertaire, autogestionnaire ou gauchisante, contrôle complètement le Conseil Municipal d'Angers : 23 sièges socialistes sur 40 au Conseil Municipal, tous de la même tendance. Les quelques élus radicaux qui complètent la liste (il y a douze communistes) suivent entièrement la même ligne. Enfin, la fédération socialiste du Maine-et-Loire

est l'une des plus "rocardiennes" de France, avec une majorité de 60%.

Or, en 1977 et 1978, les élus du PS, qui contrôlent la gestion des autobus par les relais d'un syndicat mixte et du district urbain d'Angers, conscients peut-être qu'il y avait un problème avec Ruche le PDG des autobus, laissent courir attendant 1980 pour revoir avec lui la convention. Puis éclate un conflit en 1978 : Ruche veut faire acheter à la municipalité un garage pour les autobus. Quelques heures avant de signer, le maire s'aperçoit que le garage appartient... à Ruche lui-même. Rupture, non du contrat mais de la confiance.



Que fait Ruche ? Dans le dos de la municipalité, qui, dit-elle, "ne s'était aperçu de rien", il prend diverses mesures qui vont amener le déficit de la compagnie d'autobus à plus de DEUX MILLARDS.

Parmi ces mesures, la signature d'un accord avec les syndicats des autobus, accord incontestablement avantageux pour ces travailleurs et coûteux pour la municipalité. Et l'embauche de 119 salariés, sur un effectif total d'environ 300 personnes.

Quand la municipalité d'Angers "s'aperçut de la situation", c'est à dire au bout de plus de deux ans de gestion municipale... somnolente (dans ce domaine tout au moins), les chiffres étaient les suivants : un trou, donc, de plus de deux milliards. Une baisse de fréquentation des autobus de 10% sur la dernière année. Une recette par voyageur de 0,68Fr par Km (contre 1,05 en moyenne nationale), une dépense par kilomètre de 8,00Fr à Angers (moyenne nationale : 6,50) etc...

Que fait le Maire d'Angers devant ce trou ? Gestion capitaliste classique. Il dissout la société STUDA, et crée une nouvelle société la COTRA : en utilisant, pour cela, les services d'une multinationale des transports urbains, la société TRANSEXEL, liée au groupe Empain. Les "experts" de cette société - seules personnes consultés par le maire - proposent un plan de redressement. Ce plan propose de diminuer le Km parcouru par les autobus de 31 000 Km (atteinte au service public). Et surtout de licencier 47 travailleurs...

"la greve ne durera pas 8 jours"

Les travailleurs, quand ils apprennent ce plan d'effondrement se mettent en grève, à l'unanimité. Le maire, cet ancien permanent syndical qui décide des licenciements, leur dit, très paternel : "Négociations... Bien sûr, les 47 licenciements ne sont pas négociables". Il dit aussi : "les travailleurs des bus, avec leurs syndicats CGT et CFDT, font grève pour défendre leur emploi... ils ont raison...". Il dit enfin, mais là c'est en privé : "la grève ne durera pas huit jours".

Au vingt troisième jour, les grévistes reconduisaient la grève par un vote à plus de 60%. Entre temps, la situation évidemment, s'était tendue. On vit, d'abord, Ouest-France prendre purement et simplement fait et cause

pour le maire, et pour le parti socialiste d'Angers, contre cette grève "compréhensible" mais "déraisonnable", et contre "l'agitation des communistes". Ouest-France allant même jusqu'à publier sous la rubrique : "enfin les usagers se réveillent" des pamphlets antigreve dans le plus pur style de la guerre froide. On vit, aussi, la police intervenir, pour expulser, à la demande du maire d'Angers, les grévistes qui manifestaient dans une salle au cours d'une réunion de district, près de la mairie d'Angers.

On aboutit, finalement, à la séquestration, courte, mais assez violente, de Jean Monnier, dans sa propre mairie à la fin d'une manifestation de cinq cent personnes appelée par la CGT.

les communistes ont raison...

Le conflit s'est doublé d'un conflit politique. Un adjoint communiste à la mairie d'Angers, Michel Bouet, ancien permanent CGT lui, s'est vu retirer autoritairement, par Jean Monnier, son mandat d'adjoint. Motif : "double langage... manquement à la solidarité de gestion municipale". En clair, Michel Bouet aurait connu le plan de licenciements et l'aurait approuvé, en privé, avant de prendre, en public, la position inverse (puisque le PC soutient les grévistes des bus). En fait Michel Bouet explique très simplement que depuis longtemps - des lettres en font foi - il avait averti, au nom du Parti Communiste, le maire du précipice où glissait

la STUDA. Que le maire avait rejeté ces mises en garde. Et que le plan de licenciement lui a été proposé - mis sur la table - une heure avant la réunion qui devait décider de la position de chacun. "J'ai donc, dans ces conditions, refusé de me prononcer sur un tel plan".

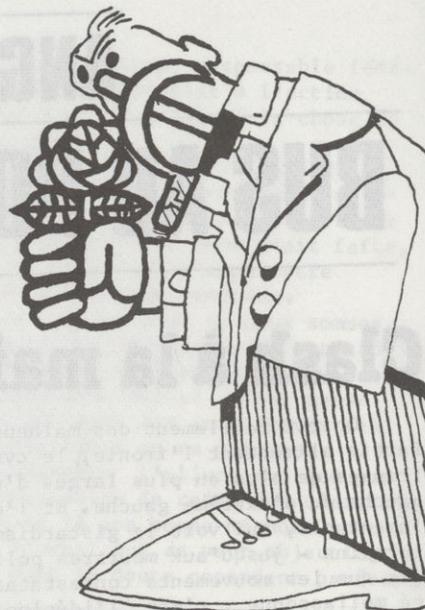
En fait, en cette occasion, la position du PC paraît relativement nette. Refus de la "gestion de crise". Refus des méthodes "autocratiques" de gestion municipale. Soutien à la grève, soutien surtout à la démarche de "contre plan" proposée par les grévistes.

un contre-plan

Cette démarche, portée, principalement, par la CGT, (avec l'appui de groupes d'usagers, du CERES - minorité du PS - et du PSU) consiste à dire, d'abord, que ce sont les travailleurs eux-mêmes, en concertation avec les usagers, qui doivent prendre en mains le problème, étudier la gestion du réseau d'autobus, proposer une autre disposition du réseau qui, plus proche des besoins réels des habitants, soit aussi, du même coup, plus rentable ; avec une meilleure fréquentation. C'est difficile : il y a actuellement 11 millions de voyageurs par an, il en faudrait sans doute 18 millions, dans les conditions actuelles, pour que le réseau devienne rentable. Il faudrait pour arriver à cette rentabilité prendre aussi des mesures courageuses pour restreindre la circulation automobile dans le centre d'Angers : la politique

qui consiste à construire d'une main des parkings, tandis que de l'autre on essaye de développer les autobus est ruineuse et contradictoire... La dictature antivoitures, pour protéger les libertés, ou plutôt les droits à l'emploi et au service public des travailleurs et des usagers, peu de gens, à Angers envisagent actuellement une position aussi "redoutablement révolutionnaire". Mais l'idée court.

Plus simplement, les communistes font valoir qu'on pourrait compléter le contre plan CGT-usagers par des mesures qui mettraient les municipalités en lutte contre l'état, au lieu de les opposer aux travailleurs. Par exemple, en exigeant que l'état reverse immédiatement les subventions de centaines de millions, qu'il a cessé de verser en "constatant" la faillite où courait la société d'autobus...



comme à ... LA ROCHE/YON

A titre de comparaison, un conflit sur les bus a eu lieu en Décembre dernier à la Roche/Yon, où une nouvelle mairie de gauche est en place. Entre la Société patronale gérant les bus et les grévistes, la Mairie avait opté pour les patrons :

"La municipalité, sous prétexte de non-ingérence entre patrons et salariés n'a d'abord pas voulu prendre position sur les revendications. Puis, au cours d'une conférence de presse, elle les a qualifiées d'injustes, mettant en cause le bon sens des travailleurs, positions réaffirmées au Conseil Municipal du 20 décembre 1978.

Le jeudi 22, cette même municipalité préparait un redémarrage des bus avec des non-grévistes. Malheureusement pour eux, c'est ce jour que la grève se terminait. En fait, au nom de la défense du service public et des intérêts des usagers, la municipalité n'accepte pas la remise en cause de sa gestion municipale." (cf. APL N°61.)

UNION DE LA G⁰⁰⁰ DE L'EAU DANS LEG...



On pourrait aussi porter à son maximum, la taxe patronale sur les transports, vieille revendication des communistes angevins à laquelle les élus rocardiens ont toujours fait blocage. Etc...

Enfin, tandis que les incidents autour de la mairie se multiplient - on a parlé d'une délegation de femmes de grévistes "que le maire a bien voulu recevoir malgré la présence de grévistes jouant au baby-foot dans les couloirs de la mairie, on raconte qu'un jour les grévistes empêchèrent Jean Monnier de se rendre à une réunion... chez le préfet, en montant carrément sur le capot de sa voiture - Une crise éclate à l'intérieur du PS angevin. Les militants du CERES (qui sont en général présentés dans la grande presse comme les "autoritaires" du PS, alors que les rocardiens seraient les "libertaires-autogestionnaires"...) sont menacés de sanctions, voire d'exclusion : ils ont en effet publiquement pris position,

dans leur journal Volonté 49, contre la politique gestionnaire... des responsables de leur propre parti. Ils soutiennent les travailleurs en grève.

Ainsi, tout n'est pas simple - et les états de nombreux conseillers municipaux socialistes effectivement "déchirés" devant la situation le prouve. Mais la situation fait apparaître des responsabilités, et surtout des conceptions différentes. D'un côté, tous ceux qui refusent la gestion de crise, le "consensus" : ici, ça va des écolos au Parti Communiste en passant par la CGT, le PSU, le CERES, et une partie de la CFDT (hésitante, la section CFDT des autobus s'est retirée de la grève le 22ème jour). Et de l'autre côté, coincés, malheureux peut-être, les rocardiens d'Angers qui reçoivent à présent le soutien... du RPR ; le RPR demande "encore un peu plus de fermeté contre les syndicats, et contre les communistes".

JPC.



Nous n'avons pas d'information sur les propositions soumises au vote mais il apparaît probable que les salariés n'ont pas obtenu de garanties d'emploi.

- DERNIERE MINUTE - DERNIERE MINUTE -

On apprenait lundi matin que le personnel de la COTRA, par 100 voix

contre 71 (pour 312 salariés) décidait de reprendre le travail.

NOUVELLES BREVES ...

EATON - SAINT NAZAIRE -

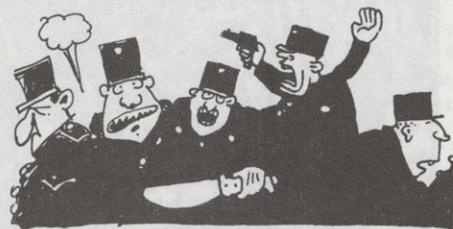
Multinationale américaine. Installée à St Nazaire depuis 1975. Fabrique des boites de vitesse.

Vendredi 28 octobre, à l'occasion de débrayage à propos des salaires, la Direction exerce des pressions sur une partie du personnel pour empêcher la grève en période d'inventaire : il menace de retenir le bulletin de salaire des ouvriers grévistes. A la suite d'échanges plus que vifs, 13 personnes sont sanctionnées dont plusieurs délégués syndicaux : licenciements et mises à pied.

En grève depuis (une partie du personnel), les forces de police interviennent le 5 octobre pour faire entrer les non grévistes dans l'établissement.

Les Unions locales C.F.D.T. et C.G.T. réagissent et protestent également contre les mesures d'embauche très sélectives (enquêtes dans le voisinage) réponses négatives à toutes les revendications, non respect du droit de grève.

L'U.D. C.F.D.T. de Loire Atlantique est intervenue auprès de la Direction départementale du Travail pour demander "un règlement rapide du conflit avec la levée de toutes les sanctions et la négociation des revendications des travailleurs EATON."



L.M.T. ORVAULT -

3 jours de "mise à pied" pour 20 délégués coupables d'avoir fait des démarches pour obtenir des renseignements sur la restructuration des fabrications.

La C.F.D.T. fait savoir que la Direction envisage de départ de certaines fabrications pour LAVAL; celle-ci a confirmé cette décision au Conseil d'Etablissement.



UN NAZI BIEN TRANQUILLE...



TOEPFER

Du 26 au 29 septembre a eu lieu à LA TURBALLE l'assemblée générale des Parcs Naturels et Nationaux Européens. Belle affiche, vaste plaisanterie, prétexte à balader des officiels européens, à prononcer des discours que personne n'écoute avant d'aller se bâffrer de gastronomie locale. On pourrait en rire si ce rituel n'était parfois prétexte à de plus crapuleuses activités. Ainsi, pendant quatre jours, Alfred TOEPFER "ancien nazi", s'est vu décerner un certificat européen d'honorabilité et a même été réélu président de la Fédération européenne des parcs naturels.

Qui est, qui était TOEPFER? Selon le Parti Communiste, qui n'a pas été démenti, TOEPFER a été l'un des fondateurs du parti national socialiste allemand. Pendant la guerre, il était chargé de réquisitionner les produits agricoles au profit de l'Allemagne. Aujourd'hui, c'est un important industriel agro-alimentaire mais il faut bien sûr n'y voir qu'une coïncidence....

Le parti communiste a pris la tête d'un mouvement de dénonciation des activités passées de TOEPFER. Le 27 septembre le PC, soutenu par les associations patriotiques et le PS, organisait une manifestation de protestation. Beaucoup de flics, un peu de bousculade mais TOEPFER était là. Le président JIACOBBI, président (MRG) du Conseil Général de la Corse du SCID devait déclarer: "Nous ne sommes pas dans une cour de justice. Je ne donne pas de leçons de résistance et de patriotisme mais je n'en reçois pas non plus".

Sans doute fallait-il protester mais peut-on se satisfaire du spectacle habituel de déportés en costume rayé et des discours à la gloire de la résistance? D'autant que le PC n'hésite pas à assaisonner son action de propos anti-allemands et de chauvinisme. Il est plus confortable de dénoncer les vieux oripeaux du Nazisme en invoquant des instincts nationalistes que de lutter contre les nouvelles formes que prend la "bête immonde". Rappelons l'"absence" du PC lors des obsèques et des manifestations après l'assassinat de Pierre GOLDMAN.

G.D.



TOEPFER ENTRE SES PARRAINS



L'ASSEMBLEE EN PROMENADE BRIERONNE

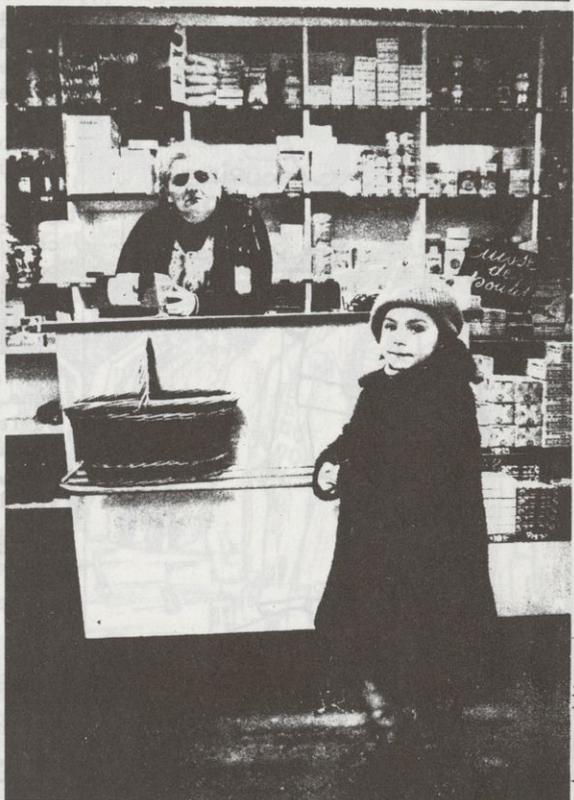
LES MAGASINS S'EMBALLENT !

Ca bouge dans les magasins nantais.

Jeudi, à l'appel des quatre organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC et CGC, un millier de personnes en majorité des femmes, ont manifesté contre l'ouverture des commerces le dimanche. Dans un tract diffusé au cours de la manifestation, la CFDT pose la question : "A quand le travail 24 H sur 24 ?"

"Au moment où la réduction et l'amélioration des conditions de travail sont d'actualité, le patronat des chaînes et des grandes surfaces veut faire marche arrière. Quels loisirs communs peut prendre un couple avec ses enfants quand l'un d'eux travaille le dimanche pendant que l'autre est en congé ? Les femmes employées de commerce mènent déjà une vie très partagée à cause de l'amplitude d'ouverture (76 heures dans certains hypermarchés), elles travaillent à des périodes de la journée et de la semaine où en majorité, les membres de leur famille et leurs amis sont libres".

Cette manifestation se déroulait place de la Défense passive. A



quelques mètres, des affiches apposées sur les vitrines de "la Belle Jardinière" appelaient les passants à profiter des soldes exceptionnelles "liquidation des stocks, fermeture du magasin".

Les organisations de consommateurs GSF et CSCV soutenaient cette manifestation à laquelle participaient quelques élus communistes ceints de leur écharpe tricolore.

Decré
LE GRAND MAGASIN DE NANTES

TRAVAIL "PAS VRAI"



Sortie du Personnel

Quartier Decré, parking Decré
... On va chez Decré, on allait chez Decré... chez Jules, Eugène, Emile, Jean, Paul, Emile encore, Claude, Michel, Yvon, Jean-Philippe et Loïc... (Ouff !).

C'est que depuis 1867, date à laquelle le Père Jules, descendu de Mayenne, monte rue du Moulin "un petit magasin portant son nom et prénom", les nantais en on vu passer des fistons !

Mais, on n'ira plus chez Decré : les grands magasins Decré Frères, la puissante boîte familiale qui rayonnait sur Nantes et sa région se désagrège. On ira alors bientôt sans doute au BHV ou aux Nouvelles Galeries. Tout fout le camp ! Il faut savoir passer la main, même quand on a le bras long !

Dans une boîte familiale où l'on donne dans le social (un des fils Decré ne représentait-il pas encore récemment -peut-être encore aujourd'hui- l'union patronale de L.A. et Vendée au C.A. de l'école de service social de Nantes), le syndicalisme (CFTC) est bien au chaud et pas très radical ! Pourtant Mai 68 arrive et une

section CFDT est créée. Nous avons rencontré ces militant(es) CFDT il y a quelques temps, et leur avons demandé quelle est la situation aujourd'hui dans leur boîte.

Decré, c'est combien d'employés ?

Environ 600, dont 80% de femmes. Mais seulement 400 à 450 titulaires. Les autres, c'est des contrats, contrats à durée déterminée, contrats partiels, contrats de 4 jours/semaine... et le travail intérimaire.

La structure de la boîte est très hiérarchisée : PDG, Directeur Général, 1er directeur, chef de Département (Bazar, alimentation, nouveauté, ameublement), chef de rayon, promoteur ou agent de maîtrise. Les employés sont divisés en 3 catégories : - débutants, - 5 ans d'ancienneté, - techniques.

Et les conditions de travail ?

C'est une banalité que de dire qu'elles sont difficiles. La station debout en permanence, le bruit, la chaleur, la foule... De plus, 1 vendeuse, c'est aussi une femme de ménage, une femme qui compte les stocks, une manuten-

tionnaire, une caissière... et avec tout ça il faut bien sûr garder le sourire avec la clientèle.



Une clientèle de tradition bourgeoise mais aussi une vieille clientèle populaire du quartier (pour l'alimentation surtout) et puis aussi une clientèle qui vient de l'extérieur de Nantes, attirée par l'image de marque que Decré a su entretenir : qualité des services après vente, livraison gratuite...

Et vos revendications ?

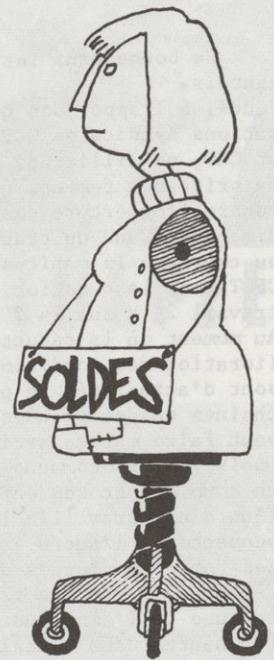
C'est bien sûr les horaires et les salaires. Nous voulons travailler avec des horaires qui nous permettent de vivre normalement. Actuellement nous travaillons de 9H à 19H. Entre 12H15 et 14H15, nous perdons 2 heures. En fait nous sommes partis 11H de chez nous ; et pour les femmes, terminer à 19H, c'est dur. On rentre parfois à 20H chez soi, c'est dur pour les gosses pour la famille. Quand on passe par exemple chez la nourrice prendre le gamin, que tout le monde est à table et qu'on n'est pas encore rentré à la maison, on se dit qu'on ne mène pas une vie normale. Et le samedi soir, si l'on veut sortir, c'est la course... Nous, ce que l'on veut, c'est travailler moins et moins tard.

Et les salaires ?

C'est simple : 2135 Frs + 6% au 1er septembre. Avec 5 ans d'ancienneté, on atteint 2240 + les 6%. Le plus haut salaire plafonne à 2700 brut (prime comprise). Plus les salaires des contrats qui ne pèsent pas lourds !

Et l'emploi ?

En 1963, nous étions 1200, aujourd'hui 600 !! Des licenciements ont eu lieu en juillet/août de cette année : 57. Le problème de l'emploi se pose ; ça risque encore de restructurer, de dégraisser comme ils disent.



Et la lutte syndicale ?

Elle est difficile pour beaucoup de raisons : auxiliaire, contrats, majorité de femmes, à cause des démonstratrices aussi qui bossent au magasin et qui sont payées par d'autres firmes. Lors de mouvements, Decré a déjà fait le coup de faire tourner le magasin avec l'aide des démonstratrices ! En 73, nous avons mené une bonne lutte : après 1 jour et demi de grève avec piquets aux entrées, on avait obtenu la suppression des primes et l'obtention du 13ème mois : il y avait eu une bonne mobilisation.

Et cette proposition de loi sur le travail du dimanche ?

Pour nous, c'est non, non et non !! Il faut dire qu'avec ce projet, le dimanche deviendrait un jour ouvrable comme les autres, que l'on remplacerait par un jour de congé en semaine. Pour nous, il n'en est pas question. Ils ont déjà fait une tentative l'année dernière (11 nov.) chez Prisunic. C'est dans leur tête depuis un bon moment déjà malgré les dires du patronat local à ce sujet. Aujourd'hui, ils attaquent, mais nous, nous luttons jusqu'à l'abrogation du projet de loi. La mobilisation est bonne (aussi bien chez les employés que chez les cadres). La manif de jeudi, ce n'est qu'une étape dans la lutte nous ne nous laisserons pas faire. Mais, l'inquiétude est grande car "si demain le projet arrive à l'Assemblée, alors...".

propos recueillis par F.

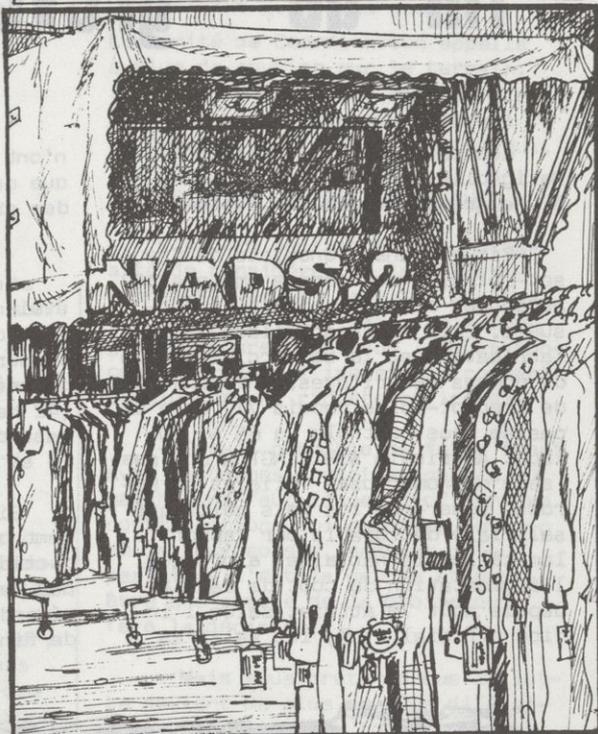


rue du trottoir-caisse

CHAQUE FOIS QUE JE PASSE DANS CETTE RUE, DES BOUFFÉES DE FURIE DEVASTATRICE VIENNENT ME PETER A LA GUEULE, DE L'INTERIEUR. LES RUES PIETONNES, LE SLALOM ENTRE LES ETALAGES, LES COMMERÇANTS QUI TE DÉBAL-LENT LEUR CAME SUR LA GUEULE, ÇA ME REND FURIBARD. AVEC CES RATS ET LEUR POLLUTIONS DIURNES, ON A MOINS DE PLACE QU'AVANT. EN V.O., ÇA DIT : « PLATEAU DIETONNIER, PLAISIR DU PASSANT, CHARME DE LA FLANÉRIE URBAINE, RECONQUÊTE DE LA RUE... ». LE SEUL SOUS-TITRE QUE JE VOIS, C'EST : « AGGRESSION MARCHANDE, SERVIE SUR UN PLATEAU, DEUXIÈME MOITIÉ DU XX^{ème} SIÈCLE. »



SI ON PEUT PLUS DÉAMBULER PEINARD, ON FERA TOUT VOLER. TECHNIQUE DURE : À COUPS DE SAVATES ET BARRES À MINE. TECHNIQUE DOUCE : DES MAHOUSSES GRAPPES DE BALLONS GONFLÉS À L'HÉLIUM ET LES ETALAGES À ROULETTES JOUENT LES FILLES DE L'AIR. ÇA C'EST DE L'ANIMATION !



IDÉE N°2 : LACHER UNE COLONIE DE MITES DANS LES FRINGUES. PAS DES TONNES. UN PETIT SEMI REMORQUE SUFFIRAIT...

IDÉE N°3 : SUPPRIMER LA RUE ! PRIMO, PIQUER UNE DEMI DOUZAINES DE PELLETEUSES & EXCAVATRICES. SECUNDO, EN UNE NUIT, TRANSFÉRER LE PLANCHER DES VACHES 30 MÈTRES PLUS BAS. NANTES A DÉJÀ SA TOUR, MANQUAIT PLUS QUE LE TROU (DE LA RUE) DES HALLES.



IDÉE N°4 : SOUDOYER UN APPRENTI PYROMANÈ POUR QU'IL AILLE SE FAIRE LA MAIN SUR LES ETALS. AU BESOIN FOURNIR BIDON D'ESSENCE, MÈCHE LENTE, LANCE-FLAMMES, ETC... PROBLÈME : POUR TOUS CES PLANS, FAUT PASSER AU MAGASIN DES ACCESSOIRES MAIS LES GALERIES CHOURAVE (J'VEUX DIRE DÉCRÉ, PRISU AND CO...) FONT PAS CE RAYON...

fin de grève

Les salariés de Worthington-Batignolles, ont mis fin lundi 8 à une grève entamée fin septembre.

Située dans l'enceinte de Creusot-Loire, l'entreprise emploie 180 personnes dont une moitié de mensuels. Elle est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de pompes centrifuges. Indépendante de Creusot-Loire depuis 74, elle est passée sous contrôle (à 66 %) du trust américain WORTHINGTON qui possède de nombreuses filiales en Europe. Super-profits mais politique salariale déplorable par rapport à la métallurgie nantaise: alors que l'augmentation du coût de la vie depuis août 78 atteint selon l'indice officiel 11 %, les salaires

n'ont augmenté pendant cette période que de 7 à 8 %. Pratique également des primes à la productivité.

Les revendications des salariés étaient de deux ordres: une augmentation uniforme de 200 F pour rattraper ce retard de salaire; ainsi qu'une réduction du temps de travail (42 heures actuellement) sur la base d'une demi-heure au 1er janvier 80 et une demi-heure au 1er juillet.

Si les travailleurs ont finalement obtenu satisfaction sur la réduction des horaires, il n'en est pas de même en ce qui concerne les revendications de salaire. La prime de fin d'année passera de 90 % à



110 % d'un mois de salaire. L'indexation des salaires par rapport à l'indice INSEE sera à + 2 %, alors que dans les autres boîtes de la métallurgie elle est à + 3%. C'est maigre par rapport aux revendications de départ.

Cependant les salariés de Worthington-Batignolles, devant l'efflochescence de la grève (50 % pour la continuation et 50 % pour la reprise au dernier vote, alors que le mouvement était jusqu'alors suivi à 90 %) ont préféré mettre fin au conflit. ■



ST MARS

Y EN A MARRE!

Les établissements BREGEAU à St Mars la Jaille. Une petite entreprise de confection, comme il en existe plusieurs dans la région; un personnel féminin, jeune, sous payé. Après 10 ans passés dans l'entreprise, les ouvrières ne touchent que

2000 Frs par mois, prime d'assiduité comprise.

"Depuis le début de l'année, les salaires ont augmenté de 2,25% alors que l'indice officiel du coût de la vie enregistre une augmentation de 1% par mois" indique la CFDT.

Depuis le 27 septembre, les ouvrières sont en grève totale. Le mouvement est suivi par les 2/3 des employés.

- Dans le 1/3 restant on trouve des employées embauchées sous contrat ou stagiaires Barre. Solidaires du mouvement, elles savent qu'au moindre faux pas c'est la porte.
- Les grévistes réclament une augmentation de 300 Frs mensuel.

Face aux revendications des salariés, la direction propose l'augmentation de la prime de rendement. Cette prime de 50F par mois n'est touchée que par 3 ou 4 personnes sur 35 ouvrières.

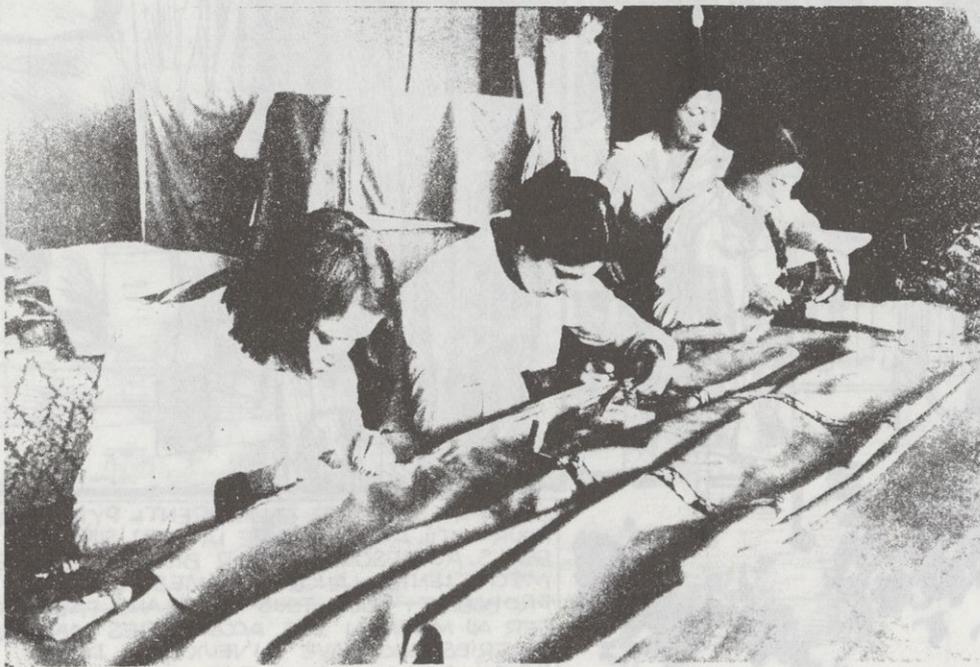
Quant à la prime d'assiduité que le patron propose d'augmenter, personne ne la touche pour l'instant.

Alors qu'elle concession ! Pour faire pression sur les employées Mr BREGEAU utilise un moyen classique ; menace de dépôt de bilan. Réalité ou simplement moyen de pression ?

"Une chose est sûre indique la CFDT, dans le même temps les établissements Bregeau ouvrent une entreprise à St Georges des Gardes dans le Maine et Loire".

La situation ne doit donc pas être trop mauvaise pour le patron.

La CFDT appelle tous les travailleurs à soutenir financièrement les ouvrières de chez Bregeau. Vendredi soir une centaine de personnes se sont rassemblées devant l'usine pour soutenir les grévistes. ■



le racisme légal

Le 29 septembre 1979, le Comité de Coordination des foyers en lutte, des organisations d'immigrés et des sections syndicales et U.L. organisaient un grand rassemblement Français-Immigrés à Garges-les-Gonesses (région parisienne), contre les lois racistes BARRE-BONNET-STOLÉRU et en soutien aux résidents des foyers en lutte depuis plus de 4 ans.

Dès la fin de juillet, le comité de soutien de Nantes a participé à cette mobilisation: lettre unitaire et proposition de plateforme à toutes les organisations humanitaires, syndicales et politiques (sauf PCF), pour une réunion le 3/9. Le 24 septembre, une trentaine de personnes se retrouvaient à la PILOTIERE. Des militants révolutionnaires pour la plupart. La gauche, les organisations humanitaires, les syndicats ne sont pas venus. Néanmoins, on décidait de louer un car, de diffuser le tract d'appel sur les foyers et les usines, avec communiqué dans la presse locale.

Samedi à 7h 30 on est une trentaine au rendez-vous. Hélas, aucun résident des foyers n'est là; pourtant, la grève des loyers y est largement connue et les immigrés conscients de l'enjeu ne manquent pas. Mais c'est le sentiment d'impuissance face à l'Etat, l'isolement et en plus les handicaps supplémentaires à Nantes.

A GARGES

3 à 4000 personnes dont une grande majorité d'immigrés. Les 200 résidents expulsés campent toujours depuis 3 mois, au pied de leur foyers. Les nuits commencent à être fraîches et en plus la municipalité, à majorité PCF, bloque des lits de camp et sacs de couchage envoyés en soutien aux expulsés. En effet, elle veut faire construire à cet endroit une école; autrement dit, elle envisage l'expulsion.

Le Comité de Coordination, quant à lui, rejette d'avance toute tentative militariste de réoccupation du foyer. Seuls 2 comités de soutien de la région parisienne demeurent actifs. Les organisations révolutionnaires françaises et d'immigrés ainsi que le SGEN qui ont appelé à ce rassemblement disposent de stands. Les sections CFDT de Longwy et Dunkerque sont venues en force. Chanteurs et musiciens arabes, portugais, Carlos Andreu, Rosta, la troupe

"Mohammed Travolta"... animent ce rassemblement entre les débats sur les thèmes:

- Situation actuelle dans les foyers et perspectives
- La gauche et l'immigration
- Quelle riposte aux lois racistes?

Les délégués de la coordination soulignent que la plateforme revendicative demeure actuelle, que c'est là-dessus seulement que se sont unis les résidents. En particulier, la baisse de 100 F sur les loyers demandée s'attaque au principe des prix injustes pratiqués par la Sonacotra et reste même en dessous de ce qu'il serait juste de revendiquer compte tenu des loyers qui n'ont cessé d'augmenter.

C'est aujourd'hui un tournant de la lutte: La Sonacotra, le Gouvernement passent à l'attaque avec une force jamais vue. Un délégué de la coordination est passé le 24/9/79 devant une commission d'expulsion pour avoir bombé un mot d'ordre dans son foyer. 1.300 résidents ont déjà été expulsés des foyers.

A Aulnay-sous-Bois pour expulser 36 résidents, les CRS ont fait le siège du foyer pendant une semaine, filtrant les entrées, jouant la provocation. Alors que les délégués de la Coordination étaient refoulés, les pontes de la CGT et du PCF entraînent par la porte de derrière, pour faire pression sur les résidents. Car la gauche profite de la répression, de la désorganisation et de l'inquiétude pour pousser partout à la reprise des paiements. A Chilly Mazarin et Romainville c'est le PS qui a poussé à la capitulation totale. L'URP-CFDT aussi, effrayée demandant de désavouer les sections qui soutiendraient la coordination.



Plus la lutte se développe, plus les attaques se multiplient, autant de la part de la SONACOTRA et du Gouvernement que de la gauche.

Le Comité de Coordination appelle à plus de soutien sur le terrain, (un soutien de masse) sous la direction des véritables ouvriers qui luttent. C'est capital aujourd'hui.

Le débat pendant le retour:

L'accord se fait sur la nécessité de considérer la loi Barre-Bonnet-Stoléru et la lutte des foyers comme un tout. Mais des divergences apparaissent sur la question: comment rompre l'isolement, comment développer une riposte efficace?

- Est-il possible de faire front avec certaines organisations de gauche, ne faut-il pas profiter des contradictions qui existent au sein de la bourgeoisie, sachant qu'au parlement c'est la gauche et peut-être une partie de la droite qui fera la décision?

- Mais sous prétexte que la lutte devient de plus en plus difficile va-t-on liquider tous les acquis politiques de la Coordination: organisation autonome, dénonciation de tous les ennemis de la classe ouvrière, à gauche comme à droite.

Des propositions sont faites:

- Faire connaître plus largement la plate-forme revendicative des résidents, en tenant compte du peu d'immigrés dans les usines de Nantes.

- Nouer des liens avec sections syndicales, afin qu'elles prennent conscience de la nécessité de l'unité Français-Immigrés.

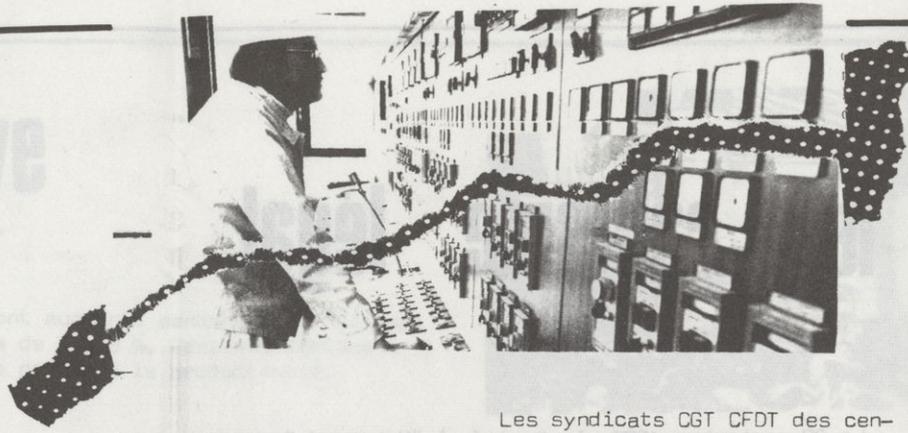
- Définir une plate-forme minimum de soutien avec différentes organisations contre les lois racistes.

- Organiser ensuite à Nantes quelque chose comme: "6h de soutien aux résidents en lutte et contre la loi Bonnet-Stoléru".

Le Comité doit en discuter à sa réunion du lundi 8 octobre à la Pilotière (Centre Social). ■

Le Comité de Soutien de Nantes à la Lutte des Foyers

EDF fêlée



Vendredi 29 septembre les communes de gauche St. Jean de Boiseau, Bouguenais, Couëron, Indret, La Montagne, Orvault, Rezé, St. Herblain présentaient avec leur avocat, Me. Wacquet leur recours en Conseil d'Etat, concernant la Centrale Nucléaire du Pellerin. Les Mairies de St. Nazaire et Nantes ont elles aussi présenté un recours. Tout comme les Mairies de Cheix-en-Retz et du Pellerin. Tout comme les Comités de Défense de la Basse Loire. Me. Wacquet a donc brièvement exposé les points sur lesquels porteront les recours.

- D'une part les séries d'omissions ou d'erreurs que comportent le dossier: comme par exemple la non-consultation du Conseil Supérieur du Gaz et de l'Electricité de France (loi de 1946) ou encore l'absence d'études de rejet d'effluents radioactifs, l'absence d'une véritable étude d'impact, l'absence de la signature des Ministres concernés par un tel projet (agriculture et environnement). Le décret n'étant signé que par Barre et Giraud. Ou encore aucune consultation d'Euratom.

- D'autre part les recours porteront sur la violation des documents administratifs applicables: c'est à dire que par cette implantation les plans concernant la région nantaise ne sont pas respectés. Sinon une discussion sur l'utilité publique sera le dernier point du recours. En effet, une déclaration d'utilité publique ne doit pas porter une atteinte excessive à d'autres intérêts publics.

Voici résumés les sortes de recours que défendront les Mairies de gauche par Me. Wacquet interposé. De toute façon, il semble qu'il n'y ait aucune réponse à attendre avant fin 80. Les recours ne sont pas suspensifs.



LES FISSURES

Première grève des travailleurs du nucléaire pour la sécurité. Dans le Nouvel Observateur on pouvait lire des détails très intéressants sur le problème des fissures et de leur évolution.

Le Ministre de l'Industrie et la Direction EDF

minimisent les fissures sous prétexte qu'elles sont « superficielles »: « Vous pouvez les comparer à une rayure sur une vitre, dit un métallurgiste chevronné. La rayure a beau être très superficielle; c'est sur son parcours que la vitre cassera si elle est sollicitée. »

Mais ne peut-on mettre les fissures sous surveillance et s'assurer qu'elles n'évoluent pas? Les communiqués officiels n'affirment-ils pas que cette surveillance est déjà organisée et offre toutes garanties? Mes interlocuteurs haussent les épaules. Pour contrôler les fissures, expliquent-ils, il faut d'abord les détecter. Or E.D.F. et Framatome ne sont outillés que pour examiner des cordons de soudure. Pour ausculter des pièces entières sur toute leur surface, seul le C.E.A. possède les appareils nécessaires qu'il a lui-même mis au point. Or le C.E.A. n'a pas été informé officiellement ni, a fortiori, chargé d'aucune mission.

De plus, ajoutent mes interlocuteurs, une fois les fissures détectées, il ne suffit pas de les surveiller: il faut les analyser, déterminer leur nature et leur évolution probable. Cela demande des semaines ou des mois. Aucun pronostic n'est possible avant ces analyses. Car les fissures, même superficielles, dans les pièces épaisses n'évoluent pas nécessairement avec une lenteur observable, à la manière d'une crevasse dans un mur.

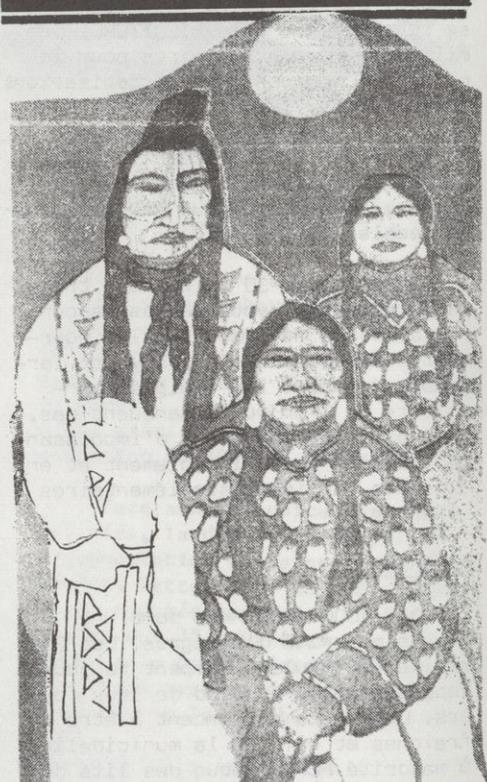
« Si les responsables de la sûreté font leur devoir, ils doivent arrêter les réacteurs déjà en service et retarder la mise en service de tous les autres. » Pendant combien de temps? « Il y en a pour trois années de travail », me dit un spécialiste des cuves.

Ce qui inquiète le plus ces experts, c'est la fissuration des tubulures. A leurs yeux, les fissures dans les plaques tubulaires sont vilaines mais non tragiques: la rupture d'une de ces plaques pourrait provoquer un accident grave, entraînant des dégâts très importants et des rejets massifs de vapeur radio-active; mais les opérateurs de la centrale auraient sans doute le temps de maîtriser l'accident. Une rupture brutale de tubulure de cuve, en revanche, pourrait être catastrophique parce que non maîtrisable. La cuve, arrachée de ses ancrages, pourrait se vider d'un coup de son réfrigérant et percuter le fond de sa fosse, cependant que son cœur de matière fissile s'enfoncerait dans le sol en crevant les fondations de béton. Le dôme du bâtiment aurait peu de chances de résister à l'explosion de vapeur et aux coups de boutoir d'une masse de trois cents tonnes. Ce serait l'« accident maximal », le « syndrome chinois », sans parade possible. Et c'est précisément parce qu'il ne comporte aucune parade que l'accident de rupture de tubulure n'est prévu ni dans les dispositifs de sécurité ni dans l'évaluation des risques potentiels: la tubulure est réputée si soigneusement usinée que sa rupture en devient impossible.

Les syndicats CGT CFDT des centrales nucléaires de Gravelines, de Tricastin vont donc empêcher le chargement du réacteur. Piquets de garde la nuit... et la direction de l'EDF cèdera.

Mais pourquoi l'EDF va-t-elle céder si, comme elle le déclare, il n'y a aucun problème et que tout est prévu? Cette histoire de fissures ne serait-elle pas l'arbre qui cache la forêt? En attendant, le chargement des 2 réacteurs est reporté de quelques semaines de "petites finitions" sont en cours.

MNS



INDIENS

12 octobre... JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE AVEC LES INDIENS D'AMERIQUE...

Bourse du Travail, rue Arsène Leloup, 21h.

Projection du film "Mères de tant d'enfants", film qui nous présente des Indiennes parlant de leur enfance, de leur éducation, de leur conditions et aussi de l'alcoolisme, de la misère, de la violence... ce film est un témoignage majeur sur le vécu des femmes indiennes.

LE CANARD



ETEND SES AILES

L'article ci-dessous fait état d'"inquiétudes" et de "réticences" des membres du collectif APL... Précisons: L'association "Canard Laquais" a été créée à l'initiative de l'APL dans le but d'organiser des concerts pour le financement du journal. Cet objectif est durable: même après "redressement financier" l'autofinancement complet d'un journal comme le nôtre est illusoire. Nos "inquiétudes" ne concernent donc pas les perspectives d'animation culturelle proposées, nous espérons simplement que le "Canard Laquais" continuera dans la voie inaugurée par le concert Sugar Blue même s'il se donne des objectifs plus larges.

Le mercredi 3 octobre, plus de trente personnes, se sont réunies à propos du "Canard Laquais" et d'une animation culturelle liée à un soutien à l'APL.

Rappelons que l'association "Canard Laquais" avait été créée par l'APL pour l'organisation du Concert "Sugar Blue" ainsi que pour l'organisation d'autres concerts. Là dessus, un petit groupe "coin-coin" dans des textes parus dans les nos. 87 et 88 de l'APL proposait de lier une animation culturelle large au soutien à l'APL.



Après un rapide bilan positif du concert "Sugar Blue", les auteurs des deux tracts préliminaires exposèrent le projet d'animation culturelle à partir du canard laquais.

Rapidement, des membres du collectif APL ou des permanents du journal exprimèrent vivement leurs inquiétudes quant à la possibilité de pouvoir lier l'animation culturel-

le à un soutien à l'APL. Malgré une demande pressante de ne débattre de ce point qu'après avoir vu plus clair dans les différentes possibilités d'interventions culturelles, ce problème devait ressurgir régulièrement à l'initiative des membres de l'APL.

CINEMA

Un petit groupe exprima son envie d'intervenir sur le cinéma et sa volonté de rompre le cercle étroit des cinéphiles habitués des programmes présélectionnés de la cinémathèque pour que les gens puissent choisir eux-mêmes les films qu'ils veulent voir et dont ils veulent parler.

Une autre intervention s'orientera sur le cinéma militant, les problèmes que pose la diffusion de ce genre de films ainsi que l'intérêt de ce cinéma branché directement sur les préoccupations des gens. Après avoir indiqué que ces deux conceptions n'étaient pas exclusives au sein du Canard Laquais plusieurs personnes soulignèrent que la diffusion de films était insuffisante pour une participation effective et qu'il fallait s'orienter vers la production de films, de montages diapos et de vidéo.

RADIO

Radio Libre 44 cessa d'émettre régulièrement en 78 en raison de l'épuisement de l'équipe, Radio Blues Malakoff qui prit le relais toutes

les semaines sur le quartier de Malakoff s'épuise aussi. Cependant, le matériel s'est considérablement amélioré et des idées venant d'Italie sont à l'étude, il faut étoffer l'équipe et s'orienter vers des émissions ponctuelles sur des thèmes donnés.

DIVERS, AFFICHES

Aussi des interventions tous azimuts, des affiches pour une expression différente, un centre pour regrouper de la documentation, du matériel de duplication, des films, vidéo, des montages diapo, des photos et du matériel de projection.

CONCERTS

Enfin une intervention pour l'organisation d'un concert. Une première réunion a eu lieu le vendredi suivant où 6 personnes (dont 5 du collectif APL) décidèrent de prendre les premiers contacts pour un prochain concert au mois de janvier.

CANARD LAQUAIS - A P L

Ensuite les rapports avec l'APL ont été longuement évoqués. Le Canard Laquais gardant à l'esprit

l'objectif important du soutien financier à l'APL, toutefois chacun des deux groupes gardant une indépendance complète dans son secteur. Par contre, a été examinée la possibilité que le Canard Laquais assume régulièrement une partie de la rubrique culturelle de l'APL.



CALENDRIER

Bref, dans tout ceci beaucoup de projets et beaucoup de boulots, il n'est pas trop tard pour y participer soit dans les différentes activités dont on a parlé ci-dessus, soit dans d'autres que vous avez envie de voir émerger. Voici un premier calendrier.

Mercredi 10, 20h 30 - Expression murale (affiches...), 18, rue de Verdun, 3ème étage.

Jeudi 11, 20h 30 - Cinéma (diffusion production) à l'APL

Mardi 16, 20h 30 - Radio à l'APL

Après ces réunions des différentes commissions, une réunion de l'ensemble des gens tentera de faire la synthèse et de voir le fonctionnement global de l'association, le mercredi 17 octobre à 20h 30, à l'APL.

PS: Il a été aussi suggéré la possibilité à l'occasion des "6 heures pour la contraception et l'avortement libres et remboursés" du samedi 10 novembre, d'une intervention multiforme par films, affiches, émissions de radio et textes dans l'APL.

théâtre

kernok le pirate

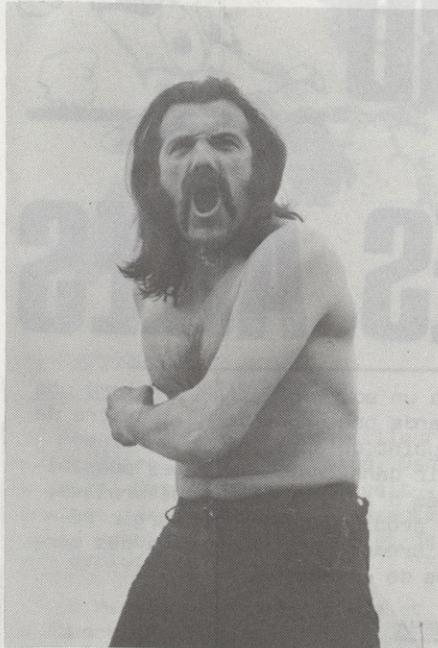
"LA BARAQUE"

Présente son nouveau spectacle :
"KERNOK LE PIRATE"
d'après Eugène Süe.

Une histoire de pirate breton, entre Nantes et St Pol, frénétiquement romantique, tendrement ironique.

Kernok le pirate, ex-négrier, inventeur d'une nouvelle manière de "caser les nègres dans le faux-pont", est un aventurier sans remords. Il fraie son chemin à coups de hache. Il jongle avec les barils d'or et les tonneaux de poudre. Il est le fier capitaine. Et joyeux de l'être. Et par tous reconnu comme tel. Du haut de la passerelle de "l'Epervier", il galvanise son équipage, soumis et reconnaissant. Du fond de son alcôve, il captive la belle Mélie, sa maîtresse métisse, fascinée jusqu'à l'abandon d'elle-même.

Héros romantique par excellence, le destin pèse de tout son poids sur lui, les malédictions sont sur sa tête. La mort fauché sous ses pas, mais il taille sa route, impavide et souriant.



Lorsque le destin ironique finit par le rattraper, et boucler la prédiction, c'est dans une pirouette qu'il fait sa sortie.

Sur le héros corsaire, au passé tumultueux, silence... C'est au Kernok marguillier de sa paroisse que l'on rend les derniers honneurs...

C'est ainsi que nos pirates historiques, les Surcouf, les Jean Bart, nobles serviteurs de l'état et bandits de grand chemin, ont conquis leur place dans notre imaginaire... et dans nos livres d'histoire !

Deux conteurs et une conteuse déroulent le fil de cette histoire échevelée, de virées et d'abordages d'orgies et de pillages, d'amour et de mort. Ils racontent comme au coin du feu. Ils créent la mer et le vent, la tempête et la bataille. Ils prêtent leurs multiples silhouettes et leurs voix aux innombrables personnages de ce tumultueux roman d'aventures...

C'est à la Salle Coligny, (sous le temple protestant), que "LA BARAQUE" crée son nouveau spectacle.

Les vendredis 12 octobre, samedi 13, jeudi 18, vendredi 19, jeudi 25, vendredi 26 et samedi 27 à 20 heures 30.



MUSIQUE HINDOUE avec la M.J.C. de Rezé.

Le SAMEDI 20 octobre à 20H45 au Théâtre municipal de Rezé.

"Mon instrument est plus important que moi. Un jour je serai mort, mais lui continuera de vibrer, de vivre".

C'est ce que dit Narendra BATAJU, qui, avec Krishna GOVINDA et Miss DIPA, oeuvrent de façon remarquable pour faire connaître leur art. Narendra BATAJU, aveugle de naissance est un élève de SHANKAR, talentueux à "voir" et à entendre; quant à Krishna GOVINDA, il a été initié très jeune à l'art des tablas et il est devenu le meilleur compagnon de N. Bataju.

La Maison des Jeunes et de la Culture de Rezé, où prospère une activité YOGA, a invité ces musiciens hindous à venir se produire à Rezé. Le prix d'entrée est fixé à 15F. (12F pour les adhérents). Les places peuvent être louées à la M.J.C. tous les jours (sauf dimanche) de 14h à 17h.

N. Bataju et ses compagnons assureront avant le spectacle une animation musicale le samedi 20 octobre de 16h à 17h dans les locaux de la M.J.C.

parler breton

Un nombre croissant de personnes suit chaque année des cours de breton en Loire-Atlantique. Ceci témoigne l'intérêt de plus en plus fort que les Bretons portent à leur culture et notamment à leur langue et explique le développement et la réussite des manifestations populaires bretonnes.

Le centre nantais de Culture Celtique (CNCC) et le Cercle Celtique d'Orvault organisent dès le mi-octobre des cours de breton, qui seront assurés par SKOL AN EMSAV. Ces cours auront lieu dans les locaux du CNCC, 52 rue du Marchix et au Cercle Celtique d'Orvault (La Botte d'Asperge, rue des Verts Prés, Orvault).

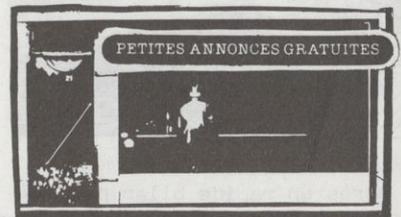
Ils s'adressent tant aux débutants qu'à ceux qui veulent se perfectionner à travers l'étude d'oeuvres littéraires, conversations etc... Un cours sera également assuré pour les parents du Centre DIWAN et ceux qui auraient l'intention d'y mettre prochainement leurs enfants.

Une réunion d'information aura lieu au CNCC 52 rue du Marchix (entre la place Bretagne et la place Viarme), MARDI 16 OCTOBRE à 20H30.

Pour tout renseignement complémentaire, écrire à : SKOL AN EMSAV 12 Av. Bellevue 44 800 ST HERBLAIN ou Secrétaire du Cercle Celtique d'Orvault 12 rue H. de Balzac 44 700 ORVAULT.

PETITES
annonCES

Pour la saison 1979-1980, Le THEATRE DU GALION RECHERCHE une jeune comédienne pour un emploi au spectacle, à partir du 15 octobre. Téléphoner au 63.10.57 ou au 43.10.59 ou écrire à : Théâtre du GALION La Blénétière Vigneux-de-Bretagne 44 360 ST ETIENNE DE MONTLUC.



"Accordéon diatonique : je débute, cherche personne(s) intéressée(s) pour jouer ensemble".
Tél : entre 12H et 13H 71.80.06.

BOUGUENAI

Cinéma "Le Beaulieu"

Vendredi 12 - 21h - "Ben Hur"

Samedi 13 - 21h - "La Planète Sauvage"

Dimanche 15 - 21h - Retrospective Ancecy no. 1

Matin et Après-Midi (pour les écoles)
le petit cheval bossu de Yvan Ivanov URSS.

Lundi 16 - 20h 30 - "Pollux et le chat bleu", de Serge Danot.

Mercredi 17 - 21h - "Ca bouge dans le dessin français".

CinémathèqueSalle Vasse

Mercredi 10 - 20h 15 - "Quelle joie de vivre" avec Delon, B. Lass, G. Cervi.

- 22h 15 - "La bataille du rail".

Mercredi 17 - 20h 15 - "L'histoire du 8ème Art. d'Emile Cohl et Mac. Laren.

ANIMA 79ANIMA
79

Mercredi 10 - Cinéma Le Lutetia - ST. Herblain, 21 h - "La planète sauvage" de René Lalou et quelques films réalisés par des étudiants d'Ecole d'Arts.

Mercredi 17 - 14h 30 - Programme de films d'animation canadiens - MJC St. Herblain.

APPOLO

- Yéti, le géant d'un autre monde
- Une poignée de salopards
- Borsalino
- Deux bonnes pâtes
- L'or se barre

GAUMONT

- Apocalypse now, salle 1 et 3
- Alien, salle 2
- L'école est finie, salle 4
- Tapage nocturne, salle 6
- Il y a longtemps que je t'aime, salle 6

KATORZA

- Le tambour
- Les petits fugues
- Le syndrome chinois
- Le mouton noir

COLISEE

- Fantasia (version stéréo)
- Le tambour (v.o. sous titrée)
- Clair de femme

VERSAILLES

- Salle 1 - 19h 45 - Dim 14h 15 et 19h 45 - Chronique des années de braises (v.o. sous titrée)
- Salle 1 - 22h 30, Dim 17h 15 et 22h 30, Easy Rider (v.o. sous titrée)
- Salle 2 - 20h 15 Dim. 14h 30, 20h 15, Pain et Chocolat
- 22h 30 Dim. 17h 15, 22h 30, Les Valseuses.

CONCORDE

- Salle 1 - 20h Dersou Ouzala
- 22h Parfum de Femme
- Salle 2 - 20h Allegro non troppo
- 22h 30 La Grande Bouffe
- Salle 3 - 20h Qui a tué le chat
- 22h 15 - Hamburger film sandwich
- Salle 4 - 20h - Festival de Dessins animés de Tex Avery
- 22h 15 - Midnight express

CINEMERCREDI

Mercredi 10 - Salle Vasse

14h 30 - Films d'animation pour enfants

17 h - Retrospective Ancecy no. 1

Mercredi 17 - Salle Vasse

14h 30 - Le petit cheval bossu

17 h - Retrospective du festival d'Ancecy no. 3.



La coordination des Ciné-Club Sud-Loire et la Salle d'Art et Essais de Beaulieu-Bouguenais présentent :

"La Frairie" un film de Francis Chauvaud. Suivi d'une discussion avec l'auteur et d'une projection magnétoscope avec les acteurs du film du village de Mansle.

Jeudi 25 octobre 21h.

Théâtre de REZE. Prix 10Frs.

Samedi 27 et dimanche 28 octobre

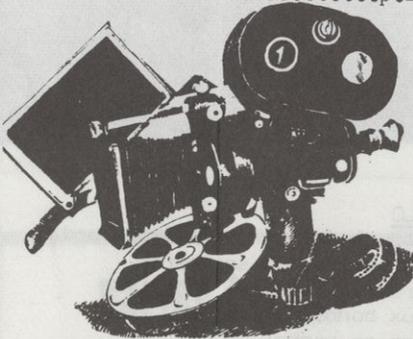
"Le Beaulieu" BOUGUENAI Prix 12Frs

Sommaire



- **ECOLE**
Le recteur aboie..... p.2
- **ENQUETE**
Viols à la caserne..... p.3.4.5
- **FEMMES**
Les 6 heures de Nantes..... p.5
Le P.S. répond..... p.6
- **LIVRES**
Un polar nantais..... p.6
- **POLITIQUE**
Angers : clash à la mairie de gauche..... p.7.8.9
Un nazi bien tranquille ... p.10
- **OUVRIERS**
Les magasins s'emballent p.11.12
B.D..... p.13
Fin de grève..... p.14
St Mars, marre..... p.14

- **IMMIGRES**
Racisme légal..... p.15
- **NUCLEAIRE**
EDF fêlée..... p.16
- **CULTURE**
Le canard étend ses ailes...p.17
Théâtre, musique.....p.18



TOUS LES PROGRAMMES DE CINEMA
en page dix-neuf !!!



expo

L'association ARLOGOS 1 rue Santeuil, rouvre ses portes pour une série de 7 expositions. La première du 16 octobre au 3 novembre 1979, est consacrée à Philippe-André BENA. travail sur les espaces numérique, traitant et innovant des procédés de visualisation. Galerie ouverte du mardi au samedi de 14H à 19H.

CETTE SEMAINE

ST. NAZAIRE

Vendredi 12 - MJEP - 21h, Concert Jazz "Eddy Louis"
Samedi 13 - 9h30 - Le nouveau cartoon à Hollywood - MJEP
Dimanche 14 - 15h - Retrospective du festival d'Annecy no. 3
17h - "Ca bouge dans le dessin animé français".
21h - "Le nouveau cartoon à Hollywood".

NANTES

Mercredi 10 - 20h 30 - AG du CRIN
21h - Jazz Concert, "Bob Dixon Big Band" - Café de l'Europe.
Vendredi 12 - Théâtre du Galion - 21h - "L'amour Médecin" de Molière, Salle du Jaunet.
Samedi 13 - "La Baraque" crée son nouveau spectacle: "Kernok le Pirate" Salle Coligny - 20h 30
- 21h "L'amour médecin", Salle Jaunet, Théâtre du Galion
- week-end "Culture et Liberté": L'entretien de la voiture. téléphoner 46.48.18
- 20h30 - La Baraque "Kernok le Pirate", Salle Coligny
Mercredi 17 - Réunion publique "Où va l'Iran" organisée par la Ligue Communiste Révolutionnaire. Centre Social de la Bottière - 20h 30.

ABONNEMENT

Un trimestre : 12 numéros : 48 F. Soutien : 50 F.
Un semestre : 24 numéros : 90 F. Soutien : 150 F.
Un an : 48 numéros : 180 F. Soutien : 250 F.

NOM : Prénom :
Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

3 numéros gratuits

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal.

APL

Les textes peuvent être apportés toute la semaine, y compris le vendredi, de 17h à 20h.

Le samedi matin, de 10h à 12h 30, réunion de rédaction ouverte à tous.



PERMANENCES

tous les jours : 17H-19H
Téléphone : 76.26.33